

**Hawe Hammam Bouba**

**Evènements en 2021**

**Changements législatifs**

En 2021 on n'a eu aucune nouvelle des lois qui, au cours des deux dernières décennies, avaient entrepris des réformes et auxquelles les peuples autochtones et les organisations des sociétés civiles avaient contribué, telles que les lois sur les forêts et la vie sauvage, l'exploitation forestière et l'élevage.

En novembre 2021 s'est tenu un atelier destiné aux fonctionnaires du ministère du logement et du développement urbain, consacré à la promotion des droits humains dans les politiques et pratiques officielles, en particulier concernant les femmes et l'accès aux terres des autres groupes vulnérables.

L'atelier s'est tenu en partenariat avec la Commission Nationale des Droits Humains et des Libertés du Cameroun.

Durant les discussions, aux questions des participants sur la réforme de la Loi sur la tenure foncière à l'élaboration de laquelle toutes les composantes de la société – y compris les peuples autochtones – avaient participé activement par l'intermédiaire de la Stratégie Nationale sur le Foncier (NES), le ministère a répondu avoir reçu récemment le projet de loi de la Présidence de la République, et que, celle-ci y ayant ajouté des commentaires et des observations, les experts politiques de la tenure foncière du ministère travaillaient actuellement sur des amendements. La Commission camerounaise des droits humains a exprimé le désir d'avoir l'occasion de formuler des observations et des remarques sur le projet national afin de s'assurer que la loi respectera les droits humains de toutes les parties prenantes.

## **Programmes de développement**

Le Projet sur le développement du bétail (PRODELS), financé par la banque mondiale, présente l'intérêt de vouloir encourager les Baka de l'Est du Cameroun à entreprendre l'élevage des petits animaux.

Un appel pour des propositions en vue de sélectionner une ONG pour développer le projet a été lancé, mais, en raison de la complexité des critères, beaucoup d'organisations autochtones n'ont pas présenté leur candidature.

Les responsables ont présenté le projet dans de nombreux villages, tels que Njibot et Missoume dans le district d'Abong Mbang. Ce projet portait sur l'élevage de la volaille, des porcs et des chèvres, et, pour recevoir un soutien, les bénéficiaires devaient avoir l'expérience de l'élevage de ces animaux et aussi des abeilles. Malheureusement le projet ne fut pas un succès durable et tous les animaux fournis aux Barka sont morts très rapidement. Le coordinateur du projet pour la région de l'Est a reconnu l'échec de la première tentative et espère l'améliorer à l'avenir.

### **La 9<sup>ème</sup> session du Comité Interministériel sur la Surveillance des Projets des peuples autochtones (CISPAV)**

La 9<sup>ème</sup> session du CISPAV a eu lieu le 3 août 2021, en préambule à la célébration de la 27<sup>ème</sup> journée internationale des peuples autochtones. Les thèmes principaux furent :

- Propriété des personnes concernées par la Plan National pour le développement des populations autochtones vulnérables du Cameroun, afin de nationaliser toute action, programme ou projet impliquant des peuples autochtones au niveau national.
- Evaluation des actions entreprises par les différents participants – ministres, ONG et organisations autochtones – Cette session était présidée par la ministre des affaires sociales, Madame Pauline Nguene, dont le département est en charge des peuples autochtones. Elle est aussi présidente du Comité. Dans son introduction, elle a remercié les

membres du comité pour leur engagement dans leur marche vers le développement auprès des peuples indigènes. Elle a dit que l'évaluation de la situation des peuples autochtones au Cameroun était l'un des principaux buts à poursuivre à travers les activités qui suivraient le lancement de la Journée internationale des peuples autochtones. S'adressant aux peuples autochtones la ministre Pauline Nguene a déclaré : « Vous êtes les acteurs principaux de votre développement ». La journée s'est poursuivie par une évaluation des actions des principaux participants. Les actions entreprises en 2021 ont porté principalement sur l'agriculture, l'élevage, l'éducation, les activités génératrices de revenus, la prise en considération grandissante de la COVID 19, la fourniture d'eau potable et l'obtention de documents d'état civil tels que les actes de naissance.

## **Célébration de la Journée internationale des peuples autochtones du monde**

La 27e Journée internationale des peuples autochtones du monde, la 13e fois qu'elle était célébrée au Cameroun, s'est tenue le 9 août 2021 et présidée par la ministre déléguée aux Peuples autochtones, Mme Pauline Nguene, sous le thème « Un appel à revitaliser , préserver et promouvoir les langues autochtones dans le monde.

Des représentants du gouvernement, des agences de développement international, des missions diplomatiques et des peuples autochtones étaient présents. La cérémonie officielle a débuté par un discours de bienvenue du maire de la ville de Yaoundé, suivi d'un discours du directeur de l'UNESCO qui a abordé le thème « Ne laisser personne de côté : les peuples autochtones et un appel à un nouveau contrat social ». La ministre Pauline Nguene a déclaré ouverte la cérémonie après quoi l'activité la plus importante de la journée, lancée par la ministre, a été la

formation des jeunes autochtones en tant qu'ambassadeurs de la paix.

Les célébrations de la journée des peuples autochtones se sont poursuivies dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Centre, de l'Ouest et du Sud-Ouest sous le thème : « Un appel à revitaliser, préserver et promouvoir les langues autochtones dans le monde ». Ces célébrations ont été organisées par MBOSCUDA et les peuples de la forêt ont également célébré dans leurs localités. La Journée internationale des peuples autochtones du monde a pris racine au Cameroun, et les peuples autochtones - à la fois les peuples des forêts et les éleveurs - s'identifient à la journée et l'utilisent également pour mettre en valeur leurs traditions et leurs cultures.

### **Signature d'un protocole d'accord entre le Ministère des Forêts et de la Faune et l'Association Sanguia Baka Buma'a Kpode (ASBABUK).**

En 2021, un protocole d'accord (MOU) a été signé entre le ministère des Forêts et de la Faune et l'organisation Baka, Association Sanguia Baka Buma'a Kpode (ASBABUK). Le protocole d'entente permettra aux communautés Baka autour du parc national de Lobéké d'accéder au parc et de mener des activités traditionnelles pour leur subsistance. L'accès accordé à ces communautés particulières est une concession exceptionnelle accordée par le ministère des Forêts et de la Faune et il est remarquable, surtout à un moment où des restrictions accrues auraient pu être attendues en raison de l'augmentation du braconnage de la faune, par exemple le massacre de huit éléphants de forêt. le 9 décembre 2021 dans le Parc.

Depuis quelques années, la plus grande organisation de conservation au monde, le World Wildlife Fund (WWF),

travaille avec la Commission camerounaise des droits de l'homme (CHRC) pour humaniser leurs activités de conservation alors qu'ils font l'objet de critiques virulentes de la part d'organisations de défense des droits de l'homme pour avoir exproprié et priver les peuples autochtones et les communautés locales de la base de leurs moyens de subsistance.

**Hawe Hamman Boub**a est commissaire aux droits de l'homme à la Commission camerounaise des droits de l'homme. Elle est membre experte du Groupe de travail sur les populations/communautés et minorités autochtones en Afrique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et elle est présidente exécutive de l'Organisation des femmes autochtones africaines Réseau centrafricain (AIWO-CAN). Elle est membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique

**Source** : IWGIA The Indigenous World 2022